

Diagnostic de territoire

PLUi DE RENNES MÉTROPOLE

Démographie / Habitat
ÉCONOMIE / Commerce
Déplacements
Morphologie urbaine
Environnement
Paysage
Équipement

VERSION PROVISOIRE - FÉVRIER 2017

DES CLEFS POUR COMPRENDRE

L'ÉCONOMIE ET SES ENJEUX

Aborder les problématiques économiques à l'échelle des 43 communes de Rennes Métropole, c'est établir un état des lieux faisant ressortir les forces et les faiblesses du territoire, ainsi que les tendances fortes sur les évolutions à venir.

Un tel diagnostic doit permettre d'identifier les enjeux économiques à prendre en compte par le PLUi, Plan local d'urbanisme intercommunal, pour mettre en œuvre des leviers et des actions directes, en matière de planification et d'aménagement.

UNE MÉTROPOLE ENTRAÎNANTE ET ATTRACTIVE

La métropole de Rennes, en 10^e position des plus grandes aires urbaines, profite d'une bonne accessibilité. L'activité de l'aéroport de Rennes-Saint-Jacques connaît une progression constante des passagers. Pour autant, le transport vers les villes européennes et à l'International reste peu compétitif en termes de coût et de temps de parcours, car il reste dépendant de sa connexion à Paris.

Accessibilité renforcée avec la grande vitesse ferroviaire

Avec la LGV, ligne à grande vitesse, Rennes se rapproche des principales métropoles régionales, mais aussi du réseau ferroviaire européen et des aéroports internationaux. La ville change d'image et de statut. La ligne classique Le Mans-Rennes, libérée, permet aux dessertes régionales et interrégionales de se renforcer. Pour autant, si les axes ferrés est-ouest offrent des déplacements interurbains rapides et fré-

quents, avec un bémol entre Rennes et Brest, les liaisons entre la Bretagne et les Pays-de-Loire restent moins efficaces.

QUELS ENJEUX ?

L'effet Grande vitesse doit favoriser l'ancrage territorial des sièges sociaux et la relocalisation ou l'implantation de nouvelles entreprises. Le statut de capitale régionale devrait être conforté par la présence des grands groupes nationaux. L'arrivée de la LGV à Rennes s'accompagne d'un projet de restructuration de la gare et de revitalisation urbaine du quartier, en y intégrant un quartier d'affaires. C'est un facteur de promotion pour les technopoles, les parcs tertiaires, les sites universitaires...accessibles par les deux lignes de métro. L'effet TGV, réel pour les entreprises, est aussi bénéfique au tourisme urbain ou d'affaires, soutenu par l'ouverture du centre des Congrès, vecteur de diversification hôtelière.

De plus, à l'horizon 2030, une réflexion est menée sur un projet Liaisons nouvelles Ouest Bretagne-Pays de Loire qui résulte d'un travail collectif du Réseau Ferré de France et des collectivités. Objectifs attendus : Brest et Quimper à 3 heures de Paris, un maillage interrégional plus performant, un rapprochement de Nantes et Rennes et des évolutions du réseau voyageurs et fret.

équipements culturels concernent majoritairement les habitants locaux, peu la clientèle touristique. Rares sont les événements originaux de grande qualité à connaître un rayonnement national « grand public ». La notoriété touristique demande à être développée avec des atouts : la requalification du centre ancien et la trame verte et bleue de l'agglomération.

Rôle moteur en Bretagne

Pôle décisionnel à l'échelle du grand Ouest, doté de services d'excellence et de fonctions métropolitaines majeures, la métropole rennaise contribue au développement de l'espace régional breton. Les investissements réalisés soutiennent l'économie du territoire et de la Bretagne, tel l'emploi dans les travaux publics dynamisé par les grands chantiers métropolitains. De plus, la métropole rennaise est un maillon essentiel d'attraction des investisseurs étrangers en Bretagne. Pour autant, elle reste d'envergure nationale, sans la dimension européenne. Ses faiblesses : l'investissement international insuffisant, l'implantation timide de sièges sociaux ou de filiales de grands groupes, mais aussi l'éloignement des grandes villes d'Europe.

Une image touristique à conforter

Rennes reste une destination d'affaires. La clientèle d'agrément est faiblement représentée avec 30% des nuitées hôtelières. L'offre culturelle et patrimoniale est de qualité, mais limitée en taille et en intérêt majeur, hormis le Parlement de Bretagne. Les



AIRE D'EMPLOI DYNAMIQUE

Au 5^e rang national, la zone d'emploi de Rennes reste l'une des plus dynamiques de France, malgré le choc économique de 2008. Le tissu productif de Rennes Métropole se caractérise par un poids plus faible de l'industrie et par la progression de l'emploi tertiaire, marchand en particulier.

Au total, sur la période 2006 et 2011, l'emploi a progressé de plus de 5 % à Rennes, plus que la moyenne en France métropolitaine. Si l'aire urbaine de Rennes représente moins d'un quart de l'emploi breton, elle concentre 45 % de la croissance régionale. La progression de l'emploi s'est accompagnée d'une forte augmentation de la population active, avec une proportion d'employés et d'ouvriers en diminution (45 % de la population active) et celle des cadres en progression (20 % de la population active). En vingt ans, la Bretagne a connu le triplement des effectifs de cette catégorie socio-professionnelle. En 2012, Rennes rassemblait 40 % des cadres des fonctions métropolitaines supérieures.

Emploi public, un pilier économique

L'emploi public est l'un des piliers du portefeuille économique de l'agglomération, en raison de l'implantation de sièges d'établissements publics, d'organismes territoriaux et de directions régionales. Un statut de capitale régionale qui explique aussi la présence marquée de la Défense et ses fonctions de commandement, avec la montée en puissance de la cyberdéfense et le regroupement d'antennes de la base de défense Ouest.

237 000 emplois (chiffres 2013)

40% emploi public (y compris la Défense)

20% emploi services « supérieurs »

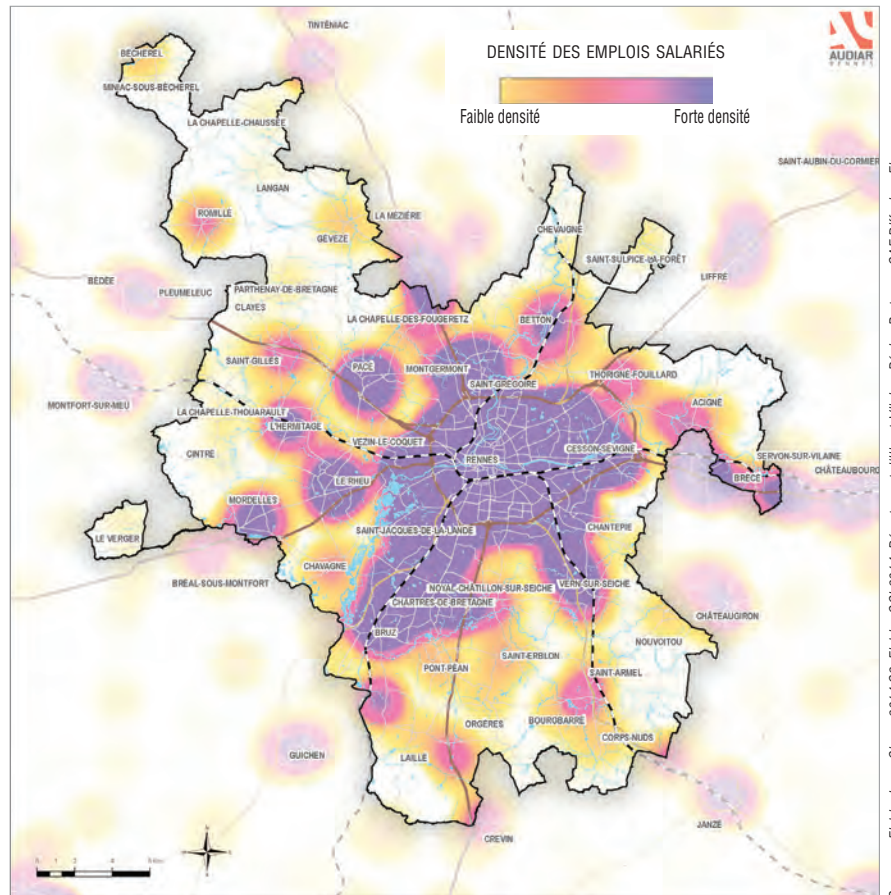
11% emploi commerce

25% emploi productif

Un taux de chômage bas, mais des ménages fragilisés

Les effets du choc économique de 2008 ont eu des conséquences conjoncturelles violentes, sur le secteur de l'automobile en particulier. En dépit de la reprise économique modérée, à Rennes comme en France, la contraction continue du marché du travail, le chômage, les contrats précaires, l'allongement des durées d'inactivité, la

ENSEMBLE DES EMPLOIS SALARIÉS - 234 713 emplois salariés estimés



protection sociale plus restrictive, affectent les ménages les plus fragiles. La pauvreté monétaire progresse. Pour autant, le taux de chômage de la zone d'emploi de Rennes (8 % en juin 2016) est inférieur à celui de la Bretagne (8,9 %) et de la France (10 %).

DYNAMIQUE DU CŒUR DE MÉTROPOLÉ ET DE PÔLES ATTRACTIFS

L'aire urbaine de Rennes, 190 communes, a connu de grands mouvements de peuplement et d'urbanisation. Au cours des années 60, avec un mouvement d'exode agricole, la concentration s'est faite sur la ville de Rennes. Puis dans les années 70, la périurbanisation s'est intensifiée et a été marquée par un fort développement résidentiel dans la décennie 1980. Celui-ci s'est poursuivi pendant les années 90 et au-delà, par un étalement dans l'aire urbaine.

Étalement résidentiel, emploi concentré

Au regard de l'étalement urbain résidentiel, l'emploi est demeuré concentré sur le noyau rennais, la dynamique tertiaire privilégiant une localisation des emplois dans des lieux denses. La part de l'emploi de l'aire urbaine, en cœur de

la métropole se renforce, 56 % en 2012. Si la mutation du secteur agricole explique le solde négatif d'emplois dans les communes périphériques, le retour d'un solde positif s'explique à présent par la croissance des emplois de proximité, en raison de la périurbanisation et de l'essor démographique.

À noter : les logiques d'axe dépassent les limites de l'intercommunalité avec de fortes interdépendances économiques avec les territoires voisins, en particulier le long de l'axe Rennes – Saint-Malo et Rennes – Paris.

QUELS ENJEUX ?

Les enjeux d'accueil et d'emploi sont inscrits dans le Projet d'aménagement et de développement durable du SCoT du Pays de Rennes. Le cœur de métropole devrait pouvoir développer des fonctionnalités métropolitaines au service de la Bretagne, tout en préservant les activités actuelles ou en renouvellement. L'armature urbaine gagnerait à être consolidée par un réseau de zones d'activités, cohérent et adapté aux besoins des entreprises. Les communes doivent développer des emplois résidentiels, adaptés au poids de population et avec une localisation pensée en termes d'accessibilité durable plus que de proximité immédiate.

Sources : Fichier Insee-Sirene 2014 S2, Fichier CCI 2014, Département d'Ille-et-Vilaine, Région Bretagne, SAE Diffusion, Finess. Établi 2014, Académie de Rennes, Ministère de la Défense, BDPOPO IGN 2016, Atlas des ZA Audiar - Réalisateur : Audiar - Juin 2016.

Des zones industrielles stratégiques

Les activités productives se répartissent sur l'ensemble du territoire en fonction des implantations historiques. Les zones industrielles, créées au cours des années 50, ont accueilli la déconcentration d'activités industrielles, logistiques et de commerce, précédemment localisées dans la ville-centre. Elles ont été rattrapées par l'urbanisation qui induit des contraintes d'accessibilité. Pour autant, leur attractivité est liée à la proximité stratégique de la ville-centre et de la rocade. Ces sites économiques enregistrent des emplois en hausse, le maintien des activités traditionnelles et une mixité croissante, des rentrées fiscales stables ou en progression, des valeurs locatives plutôt élevées avec la présence d'investisseurs locaux voire internationaux.

QUELS ENJEUX ?

À l'horizon 2035, consolider le maintien et le renouvellement des activités productives dans les zones industrielles anciennes s'impose. Néanmoins, se posent des questions d'entrée d'agglomération et d'image, de vieillissement des infrastructures, de « laisser-faire » qui peut affaiblir la qualité urbaine et l'attractivité de ces zones pour les activités productives.

Automobile, numérique, agroalimentaire : filières majeures

L'économie rennaise repose sur l'équilibre entre l'emploi résidentiel et l'emploi productif, moteur de l'économie locale au travers de trois grandes filières. Citons l'écosystème automobile, durement touché par la crise de 2008. Citons l'industrie agroalimentaire, en profonde mutation avec 28 % de l'emploi départemental et quelque 800 entreprises qui profitent du carrefour logistique et administratif de la métropole. Enfin, l'écosystème numérique, l'un des plus denses de France, place la métropole rennaise au 8^e rang pour le nombre d'emplois (23 000 postes) et au 3^e rang, dans les communications et la recherche publique numérique. Le tertiaire privé (intérim, transport logistique, etc.) vient conforter ces trois filières.

À noter : les nouveaux besoins sociétaux liés au vieillissement de la population, aux exigences environnementales... sources d'emplois de proximité innovants.

La métropole rennaise peut compter sur son potentiel industriel et sa capacité d'innovation pour apporter des solutions concrètes qui assureront les emplois productifs de demain et donc son avenir économique.

QUELS ENJEUX ?

Pour répondre aux besoins des entreprises, proposer une gamme complète de produits fonciers et immobiliers est une nécessité, tout en régulant la production de l'immobilier de bureaux. Il est nécessaire de mesurer les risques d'obsolescence et de vacance du parc ancien et de soutenir la mutabilité des bureaux en logements ou programmes mixtes.

L'artisanat, un secteur en croissance

Avec 4 900 unités artisanales, pour moitié en cœur de métropole, l'artisanat est un secteur en croissance, avec une prédominance des services, 38 %, et du bâtiment, 30 %. Ce tissu artisanal est plutôt fragile sur la ville de Rennes, avec une densité moins élevée que sur les communes environnantes. Si l'offre est historiquement structurée autour des zones d'activités, 76 % des entreprises artisanales du cœur de la métropole sont implantées dans le tissu urbain diffus, avec des enjeux de développement liés en particulier au foncier disponible.

QUELS ENJEUX ?

L'écosystème régional automobile poursuit sa restructuration pour répondre à la compétitivité des standards industriels internationaux et démontrer sa capacité à produire les véhicules du futur, au sein d'une chaîne de valeur de la mobilité profondément modifiée.

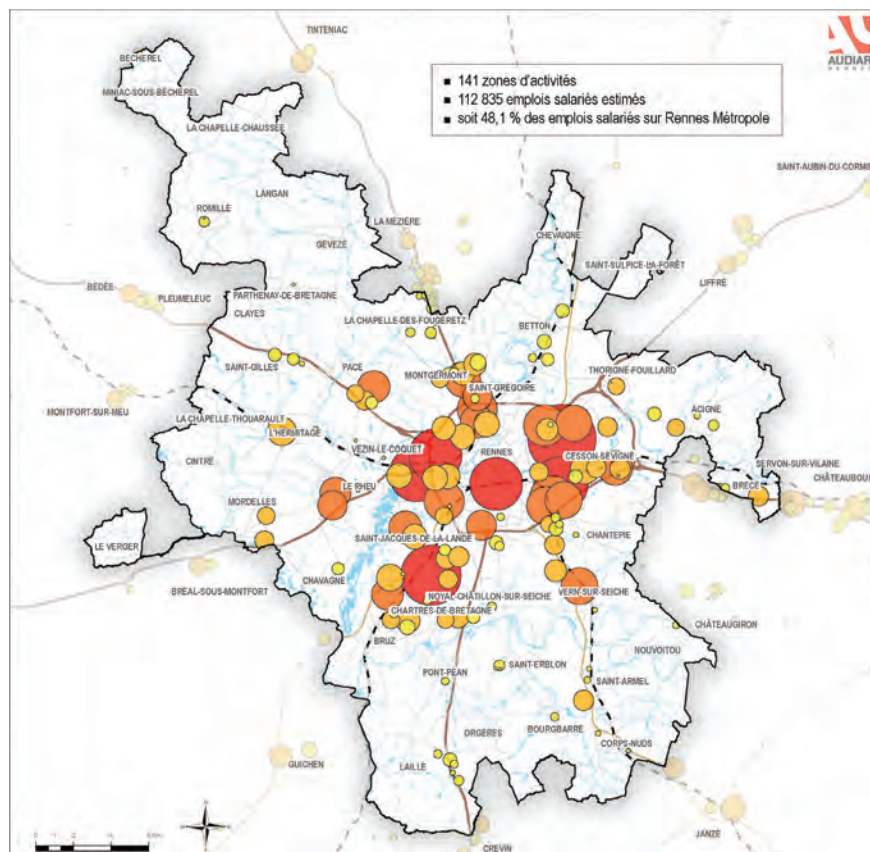
L'écosystème numérique est une filière porteuse. Rennes Métropole doit maintenir une infrastructure numérique ultra performante, favoriser les dynamiques collaboratives, mais aussi soutenir la diversification et la conquête de nouveaux secteurs de marché.

L'écosystème de l'industrie agroalimentaire devra répondre au défi écologique du transport, de modes de production plus doux et raisonnés, et faire face au déficit sanitaire (qualité nutritionnelle et sécurité alimentaire). Les freins : l'accroissement du coût des approvisionnements (matières premières et énergie) et les prix de vente pratiqués par la grande distribution.

Développer le secteur de l'artisanat favorise la création et la diversification de l'emploi, en particulier dans les quartiers prioritaires, mais aussi dans les communes. Un enjeu : l'implantation et le type d'immobilier à offrir, en particulier pour l'artisanat du bâtiment et de la production.

LES EMPLOIS DANS LES ZONES D'ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES DE RENNES MÉTROPOLE EN 2014

ZA > 5 ha ou accueillant un établissement de plus de 50 salariés dans le Pays de Rennes



DE NOMBREUX FACTEURS D'ATTRACTIVITÉ

La métropole rennaise dispose d'une dotation en grands équipements, moyenne et équilibrée, facilement accessibles en transports en commun, avec un métro performant.

Les rénovations ont renforcé la qualité et la diversité de l'offre, mais certains manques ont été identifiés : un musée d'envergure nationale, un complexe de musiques actuelles moderne et une grande salle de sports pour les manifestations sportives d'envergure internationale. À noter : le rayonnement des événements « Rennes sur roulettes » ou « Tout Rennes court », parmi les plus populaires en France.

Enseignement supérieur et recherche en bonne place

Au 8^e rang des pôles d'enseignement supérieur, les effectifs étudiants sont en forte progression depuis dix ans. À noter : le campus universitaire de Villejean concentre la moitié des effectifs. Le potentiel d'enseignement s'est renforcé. Les budgets des universités et des grandes écoles se sont consolidés grâce à la diversification des ressources propres.

Dans le domaine de la recherche, la progression des effectifs, plus rapide qu'à l'échelle nationale, offre un vivier important dans les secteurs des sciences de l'ingénieur et du numérique, de l'agronomie-écologie-environnement, des sciences humaines et sociales ou de la recherche médicale.

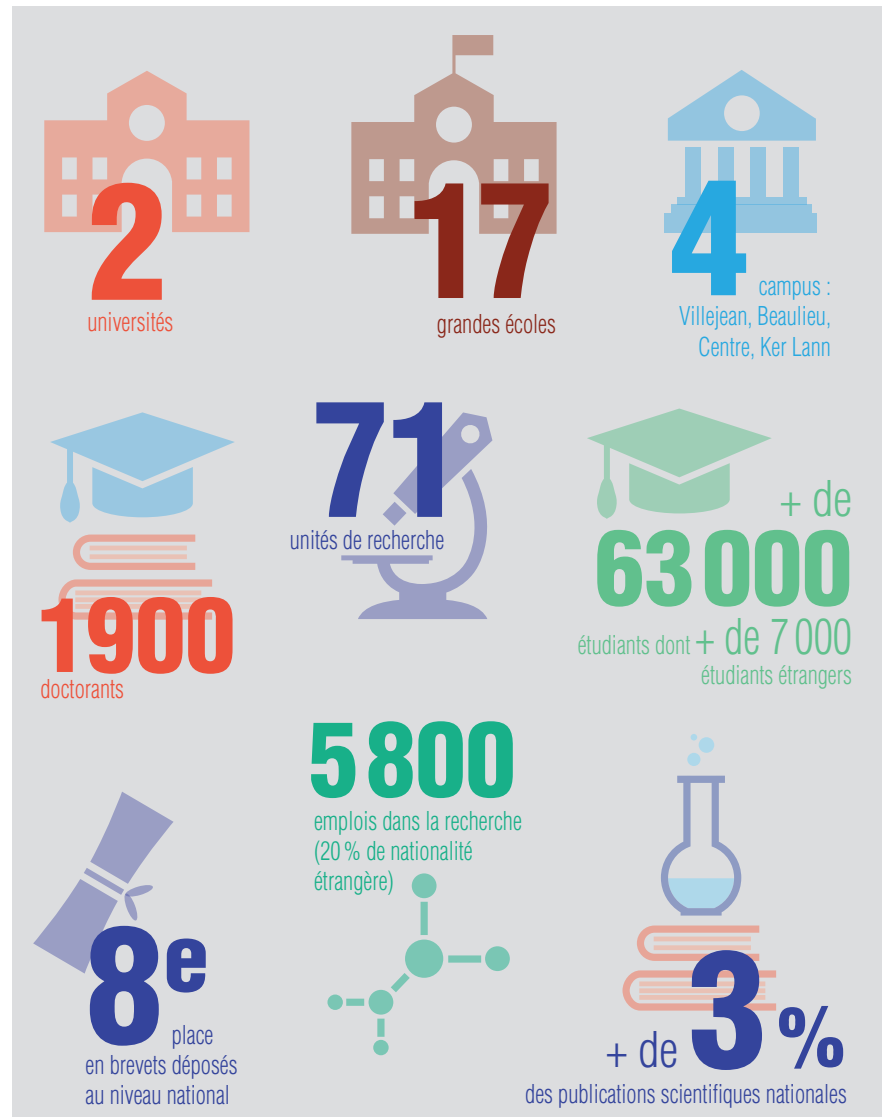
QUELS ENJEUX ?

Comparativement à d'autres agglomérations françaises, l'enseignement supérieur et la recherche dans la métropole sont moins internationalisés. A contrario, la visibilité internationale s'illustre par la présence de nombreux laboratoires internationaux associés et au travers des activités du centre d'excellence Jean Monnet. Objectifs : renforcer cette attractivité.

À noter : les quatre campus universitaires sont au cœur d'un socle territorial qui connaît une intensification du tissu urbain et des services. Ils peuvent bénéficier de cette dynamique. Avec près de 8 000 étudiants supplémentaires attendus d'ici 2025, une gestion rationnelle de l'espace s'impose, dans le respect des qualités propres au modèle de développement rennais.

Le schéma de développement universitaire adopté en 2014 devra trouver une traduction dans le futur PLUi.

L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN QUELQUES CHIFFRES



Un écosystème d'innovation compétitif

Depuis plus de trente ans, l'agglomération participe à l'effort d'innovation de la Bretagne, 5^e région française en termes de dépenses pour la recherche et le développement expérimental. En cinq ans, le nombre de brevets déposés a doublé, du fait de l'augmentation des co-dépôts avec les entreprises.

La technopole Rennes Atalante, sur cinq sites géographiques dédiés, fédère un réseau de 300 adhérents : des établissements de recherches publics et privés, de grands groupes internationaux, des PME innovantes et des start-up technologiques. Avec 19 000 salariés dans les secteurs du numérique, des biotechnologies appliquées à l'agroalimentaire et à la santé ou encore dans l'environnement et la mécatronique/productique, le solde d'emplois est positif chaque année. Ce système d'innovation a permis de postuler avec succès à la création de pôles de compétitivité. Citons La French Tech Rennes – Saint-Malo, parmi les neuf territoires labellisés, qui conforte sa position dans la production de contenus

audiovisuels, la cyber-sécurité, l'e-santé, la ville intelligente...

Le paysage rennais de l'innovation devra continuer à s'adapter et à se structurer pour renforcer son efficacité. Un rôle déterminant dans le processus de renouvellement de l'économie industrielle de la métropole.

Contact : Jean-Michel Marchand

02 99 01 85 20 / jm.marchand@audiar.org

Synthèse : Christine Barbedet



3 rue Geneviève de Gaulle-Anthonioz
CS 40716 - 35207 RENNES Cedex 2
T : 02 99 01 86 40
www.audiar.org